



Après la votation, samedi 28 novembre tous ensemble dans la rue

- **contre la privatisation de La Poste,**
- **pour un référendum sur le service public postal**

Après le succès de la consultation nationale du 3 octobre où plus de 2,3 millions de citoyens ont voté contre la privatisation de La Poste, le comité national a décidé d'une nouvelle campagne autour d'une carte pétition sur le thème "j'écris au président" afin qu'il organise un référendum sur l'avenir du service public postal.

Le processus d'initiatives et d'actions ne s'arrête pas

Déjà de nombreuses initiatives ont eu lieu :

- le 31 octobre devant les bureaux de poste, sur les marchés, les lieux publics avec la carte pétition,
- le 2 novembre devant le Sénat avec la participation de comités locaux, et des sénateurs de gauche chargés d'examiner le projet de loi dans la semaine du 2 au 6 novembre.

Mépris et déni de démocratie

Le Président de la République et le gouvernement ignorent la demande de rencontre du comité national et tentent de passer en force un projet de loi rejeté majoritairement par les postiers, la population, les élus.

Malgré cela, les sénateurs de droite n'ont pas voté à la motion référendaire présentée par les élus de gauche.

Pourtant l'exigence d'un référendum sur le service public postal est toujours aussi forte.

L'énorme succès de la votation citoyenne démontre la volonté de la population d'être consultée sur l'avenir de La Poste.

Poursuivre et amplifier la mobilisation

Toutes les organisations syndicales de la Poste ont décidé **d'appeler nationalement les postiers à la grève le 24 novembre** pour réaffirmer leur opposition résolue à la privatisation de La Poste et l'exigence d'ouverture de négociations sur l'avenir du service public postal et des postiers.

Depuis le début, l'action convergente des postiers, des citoyens et des élus est nécessaire pour gagner contre ce projet de loi.

C'est pourquoi, le comité national :

- demande la levée de la procédure d'urgence sur un projet de loi de la plus haute importance pour le service public,
- le retrait du projet de loi,
- exige la tenue d'un débat public sur le devenir de La Poste,
- appelle à la poursuite et au développement de la mobilisation citoyenne autour de la campagne « j'écris au Président » tout au long du mois de novembre afin que des millions de cartes demandant un référendum soient envoyées à l'Élysée, et à la multiplication des initiatives et débats publics au niveau local.

Le comité national appelle à une journée nationale de manifestations décentralisées et de mobilisations citoyennes le 28 novembre.

Le comité national décide également de construire une manifestation nationale à la mi décembre